

[Text]

We do not have to do that if we do not want to, because the soil is a provincial resource.

I can readily remember when the Premier of Alberta was going to China. A reporter said, "What are you going to China for?" And he replied, "To trade". The reporter said, "What are you going to trade?" And he replied, "Agriculture products, and the energy technology that we have in our province". The reporter said, "But trade is mostly a federal responsibility". He said, "Yes, but the land on which they grow those things is ours."

So we have difficulty in getting across the knowledge we do have and how to control that. That is why I mentioned extension. It is education, which is a provincial responsibility. We do work very closely together. We have a little station in Newfoundland. It is not that small, but there is potential for developing agriculture there. The provincial and federal people are in the same building. At every station we have extension people.

**Senator Marshall:** You mentioned priority areas. I am looking through some of the notes concerning Newfoundland. They say that we have a lack of research information on the extent of soil erosion and degradation which restricts formulation of realistic programs. There must be weakness or inefficiency on the part of someone.

**Hon. Mr. Whelan:** You mean for having that condition exist?

**Senator Marshall:** Yes.

**Hon. Mr. Whelan:** Oh yes, it is. In my own Province of Ontario we are growing corn and soya bean up and downhill year in and year out. You should never do that. If you grew it on flat ground you could probably get away with it. How am I, as a federal minister, going to go to the province and tell them to stop that nonsense?

**Senator Marshall:** Why doesn't Newfoundland have research information? Are they lax in coming to your department and saying, "Help us"?

**Hon. Mr. Whelan:** Newfoundland's soil is very limited. Soil in the whole of Canada is very limited. Only approximately 4 per cent or 5 per cent of our total land area is suitable for field crops and perhaps another 8 per cent or 9 per cent for grazing. It is a very fragile, tender thing in Newfoundland, more so than in many other parts of Canada. I do not pretend to be an expert on that, but I do not find that the province puts a high priority on agriculture. We have a small agreement with them

[Traduction]

possible sur la nature de leurs terres. Nous avons envoyé certains représentants de l'A.R.A.P. là-bas pour y travailler avec les citoyens sept jours sur sept parce que ces derniers perdent leurs terres et se rendent compte de ce qui se produit. Nous ne sommes pas obligés de le faire, mais nous le faisons parce que le sol est une ressource provinciale.

Je me rappelle très bien lorsque le premier ministre de l'Alberta s'est rendu en Chine. Un journaliste lui a demandé ce qu'il allait y faire et le premier ministre de répondre, du commerce. Le journaliste a alors demandé qu'est-ce que vous allez commercer, et le premier ministre a répondu qu'il s'agissait de produits agricoles de même que de la technologie énergétique dont sa province disposait. Le reporter a rétorqué que le commerce était principalement de compétence fédérale, mais le premier ministre a dit: «Oui, mais les terres sur lesquelles ces produits agricoles sont récoltés nous appartiennent.»

C'est donc dire que nous avons de la difficulté à communiquer les données dont nous disposons et nous ne savons pas trop comment surmonter cet obstacle. C'est pourquoi j'ai parlé de vulgarisation. C'est là une question d'éducation qui est de compétence provinciale. Nous travaillons effectivement en très étroite collaboration. Nous disposons d'un petit poste à Terre-Neuve, qui n'est pas si petit, en fait mais les possibilités de développement de l'agriculture dans cette province sont bonnes. Les fonctionnaires provinciaux et fédéraux travaillent dans le même immeuble et à chaque poste, certains sont chargés de la vulgarisation.

**Le sénateur Marshall:** Vous avez parlé de domaines prioritaires. Je regarde ici certaines des notes concernant Terre-Neuve dans lesquelles on dit que cette province manque d'information sur les travaux de recherche concernant l'importance de l'érosion et de la dégradation des sols, ce qui en fait empêche l'élaboration de programmes réalistes. Il doit y avoir certainement quelqu'un qui ne fait pas bien son travail.

**L'honorable M. Whelan:** Vous voulez dire pour qu'il en soit ainsi?

**Le sénateur Marshall:** Oui.

**L'honorable M. Whelan:** Oh oui, certainement. Dans ma propre province de l'Ontario, on cultive du maïs et des graines de soya sur la flanc des collines, mais on ne devrait jamais faire ça. Si ces cultures se faisaient sur des terres plates, cela pourrait probablement aller. En ma qualité de ministre fédéral, quand je me rends dans ma province, tout ce que je peux dire c'est de mettre un terme à ces pratiques insensées.

**Le sénateur Marshall:** Pourquoi Terre-Neuve ne fournit-elle pas de l'information passée sur la recherche? Néglige-t-elle de s'adresser à votre ministère pour demander de l'aide?

**L'honorable M. Whelan:** Terre-Neuve dispose de très peu de terres. Et même au Canada, cette ressource est très restreinte. Seulement environ 4 ou 5 p. 100 de la totalité de nos terres sont aptes aux grandes cultures et peut-être 8 ou 9 p. 100 au pacage. C'est là une ressource très fragile à Terre-Neuve, et même davantage dans de nombreuses autres régions du Canada. Je ne prétends pas être un spécialiste en la matière, mais je ne crois pas que cette province accorde une très grande